



## **Rencontres Animation Formation**

**Neuvième édition  
16 et 17 novembre 2017**

**Angoulême**

**Synthèse**



Les chiffres du secteur de l'animation française ont atteint en 2016 des hauteurs inédites :

- forte hausse (+15% sur un an, +33% sur deux ans) de la masse salariale à 138 M€ en 2016 : 6200 salariés (+ 700) ;
- en un an, +172 M€ de dépenses en France ;
- 388 heures aidées par le CNC (volume moyen de 315 heures entre 2007 et 2016) ;
- performance historique à l'exportation avec 106,3 M€ de recettes.

On y voit bien sûr l'effet des différents crédits d'impôts modifiés par le Parlement en 2014 et 2015 (crédit d'impôt cinéma et audiovisuel, crédit d'impôt international) et de la réforme du Fonds de soutien à la production audiovisuelle d'animation du CNC en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

L'histoire des 10 dernières années est celle du renforcement des capacités de financement domestiques, qui a mis les producteurs français en position de profiter pleinement des opportunités offertes notamment par la demande des plateformes numériques internationales, laquelle a eu aussi pour conséquence de dynamiser la demande des diffuseurs traditionnels.

L'augmentation attendue des coûts de production liée à la relocalisation n'est pas flagrante.

A la différence de celui de la production audiovisuelle, le secteur du long métrage reste fragile et ses performances insuffisantes. La faiblesse de l'investissement des chaînes reste le mal récurrent du long métrage et l'on ne voit poindre aucune embellie. Une réponse ne pourrait donc être apportée, selon le SPFA, que par les pouvoirs publics.

De nombreux intervenants insistent sur des difficultés sérieuses de recrutement. Sont notamment cités l'animation, le storyboard, le compositing, le décor, le layout, l'encadrement de production.

Dans ce contexte de forte tension, les progrès à réaliser en matière de formation continue ont été fortement soulignés. Ce n'est pas tant le recrutement des "juniors" en effet, qui pose problème, que l'évolution des personnels ayant déjà quelques années d'expérience.

Le rapport coût/performance des studios français est considéré comme le meilleur au monde aujourd'hui ; conserver cette excellence est bien sûr un objectif stratégique dans le contexte de la concurrence internationale. Or, en dépit de certaines initiatives efficaces, comme les dispositifs de préparation opérationnelle à l'emploi, le fonctionnement actuel ne répond pas de manière suffisante aux besoins des entreprises. Les questions du temps et du financement de la formation continue demeurent difficiles à résoudre.

Plusieurs intervenants évoquent la nécessité d'une plus forte implication des entreprises et suggèrent des pistes de réflexion et de travail.

Comme depuis plusieurs années, la question du prix des formations initiales reste centrale. Différentes initiatives exposées cette année constituent de nouvelles réponses : le CFA créé par l'Idem, la formation courte et gratuite lancée par TeamTO, la refonte des DMA d'animation vers une architecture LMD.

Toujours en matière de formation initiale, plusieurs témoignages d'écoles convergent pour relever une féminisation sensible des effectifs, qui débouchera à terme sur celle du secteur professionnel.

Est également soulignée la nécessité de faire exister des formations courtes.

On notera enfin l'appel lancé par Jacques Bled à une réflexion structurée autour des axes de réforme à soumettre aux politiques.